



**HAL**  
open science

**Le discours public sur la corruption en Roumanie.  
Hypothèses de travail pour une approche pragmatique  
et conversationnelle**

Mihaela Gafitescu

► **To cite this version:**

Mihaela Gafitescu. Le discours public sur la corruption en Roumanie. Hypothèses de travail pour une approche pragmatique et conversationnelle. X° Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest, 28 juin – 3 juillet 2003, Jun 2003. sic\_00000682

**HAL Id: sic\_00000682**

**[https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic\\_00000682v1](https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000682v1)**

Submitted on 13 Oct 2003

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **A. INTRODUCTION**

La corruption semble faire partie des thèmes pas tout à fait facilement abordables de manière directe, aussi longtemps qu'elle représente un fait sanctionné du point de vue pénal et qu'elle est comprise comme « l'utilisation du pouvoir public afin d'obtenir des profits privés » (voir « *Le guide anticorruption* »). La présence de ce phénomène social dans la société roumaine a été reconnue officiellement assez longtemps après la chute du régime communiste: depuis ce que nous appelons « une petite attention » offerte avant ou après qu'on nous a rendu un service et jusqu'aux « commissions » encaissées de manière illégale pour des transactions de milliards, ou le maintien de certaines positions incompatibles avec la fonction publique. Taxer ces pratiques de « corruption » dépend en effet de ceux qui sont impliqués dans la situation respective, mais aussi de l'encadrement des définitions données dans le système de représentations sociales accepté, approprié.

Il serait donc **utile de comparer la manière dont les formes de corruption sont définies par les experts, les citoyens, la presse et les politiciens, car l'utilisation de ce terme dans des contextes et types de discours différents semble conférer à ce phénomène des significations et interprétations diverses**. Par exemple, même si le Code pénal roumain (art. 256) interdit carrément qu'une personne reçoive des profits immérités « après l'accomplissement d'un acte en vertu de sa fonction et auquel elle était obligée par cette fonction » et le trafic d'influence (art. 257), l'étude *La surveillance régionale de la corruption – les indices de la corruption, 2001-2002* fait voir une perspective tout à fait différente de la part de la population : pour 34% des Roumains interviewés, « offrir un cadeau à un docteur afin qu'il s'occupe plus spécialement de vous » ne représente pas un acte de corruption, et « L'intervention auprès d'une personne avec une fonction de direction dans le but de l'embauchage d'un parent » n'est pas une pratique corrompue pour un quart (24%) des interviewés. « Un certain nombre de Roumains semble être d'accord avec le principe selon lequel le but excuse les moyens, surtout quand il s'agit d'un problème personnel lié à la santé ou à l'obtention d'un emploi » (*La surveillance...*, p. 6).

Une « lecture libre » des différents documents portant sur la corruption, ainsi que l'observation de certains événements qui ont conduit aux débats publics (la loi anticorruption, les avertissements adressés aux personnes officielles roumaines par des représentants de certains organismes internationaux, la publication de rapports et la mise sous contrôle par l'UE du phénomène, des arrestations « spectaculaires » dans des cas de corruption, etc.), ou de la manière dont la presse reflète ces événements, nous font **avancer une première hypothèse, à savoir qu'il y a des différences importantes entre le discours officiel (administratif, politique) des institutions publiques, le discours médiatique, le discours de la société civile et le discours international à ce sujet, notamment en ce qui concerne : la définition du terme « corruption » et des pratiques qu'elle délimite, la perception et la représentation sociale du phénomène, l'interprétation des messages liés à la corruption, émis par diverses sources impliquées.**

Evidemment, les différences mentionnées ci-dessus ne font que créer des confusions, mener à l'incohérence discursive, rendre difficile la communication sur ce sujet, partant la découverte de solutions communes, produire des décalages importants entre l'agenda politique et l'agenda de l'opinion publique concernant la lutte contre la corruption. On arrive ainsi à l'accumulation de malentendus qui produisent des insatisfactions au niveau des participants et ceux-ci, délibérément ou pas, arrivent à enfreindre « le contrat de communication » (Charaudeau) et les lois du discours, mettant ainsi en danger l'efficacité même de la situation de communication instaurée.

Pour pouvoir connaître des phénomènes sociaux de type corruption, il est recommandable que **l'analyse du discours public** centrée sur les aspects liés à ce phénomène tienne compte non seulement des situations de communication particulières,

**extraites de la vie quotidienne** (l'approche empirique de tradition ethnométhodologique), mais aussi de la connaissance et de **la mémoire sociale** (l'approche critique de type foucaultien de l'histoire des idées, de l'imaginaire social, etc.) - « Dans cette perspective, un discours est constitué de tout ce qui rend possible et en même temps contraint l'acte d'écrire, de parler et de penser sur un sujet quelconque à une époque et dans une société données. » (Bonville 2000, 30)

Notre étude se limite à mettre en évidence, par une approche plutôt empirique, quelques-uns des aspects principaux qui pourraient permettre l'identification, dans le cadre d'une recherche ultérieure de type plus profondément exploratoire, des caractéristiques et des éléments spécifiques à l'univers du discours public roumain sur le thème de la corruption.

**En nous rapportant à la Roumanie de la première moitié de l'année 2003**, nous nous proposons d'observer les aspects suivants :

- **La délimitation du contexte où se trouve ce type de discours**, avec une référence spéciale à des thèmes principaux, aux caractéristiques des participants et des situations communicationnelles définitoires, pour pouvoir ultérieurement mettre en valeur les différentes stratégies et répertoires utilisés par chaque participant au discours, en fonction du contexte.
- **L'identification des types de discours les plus utilisés / dispositifs** de communication utilisés par les participants et concernant ce thème.
- **L'énumération des hypothèses possibles** de travail et **la proposition de types de documents** qui se trouvent à la base du corpus, ainsi que des méthodes et techniques qui puissent être utilisées pour une recherche plus ample sur ce discours.

Les perspectives que l'on va adopter pour réaliser cette recherche concernant le discours roumain sur la corruption sont :

- celle **de la pragmatolinguistique**, du rapport entre l'émetteur et le destinataire du message dans le cadre des différentes situations de communication où ils interagissent, de la structuration et de l'élaboration d'un discours ;
- celle **de la sociologie**, qui essaie de mettre en relation les causes et les effets possibles d'un phénomène social avec la transmission de significations dans le cadre de l'interaction sociale, ou de mettre en valeur l'influence des messages mass media sur l'opinion publique et l'agenda des institutions politiques ;
- celle **psychosociale**, qui met en valeur la relation entre la perception d'un phénomène, les significations subjectives associées et les représentations sociales véhiculées ou partagées.

## **B. LE CONTEXTE ET LA PROBLEMATIQUE LIES A LA CORRUPTION DANS LA ROUMANIE DES ANNEES 2000. DELIMITATIONS EMPIRIQUES PRELIMINAIRES.**

Commencée par l'ancien pouvoir, sous le patronage du président de cette époque-là, Emil Constantinescu, et reprise à cause des pressions internationales en tant que thème dans le discours du pouvoir actuel, « **la lutte contre la corruption** » est considérée par les gens de l'extérieur de la sphère politique comme pure **démagogie**, dépourvue de bien-fondé dans le plan de l'action. La journaliste Andreea Rosca écrivait dans son éditorial dans la revue *Capital* (n° 1 / 2002) que jusqu'à présent cette « lutte » n'a été q'« un cirque », mené par « des campagnes de presse qui demandent des décapitations dans la place publique » et « des déclarations incendiaires qui démasquent la manière dont la corruption ronge la société roumaine et par lesquelles demande des dénonciations publiques ». La même perception du discours officiel sur la corruption a eu, probablement, l'ambassadeur des Etats-Unis à Bucarest, Michael Guest, quand il a proposé aux autorités roumaines de passer du dire à l'action : « Je serais très content si vous ne vous concentriez pas sur les études, mais sur les

projets concrets et les actions qui auront un résultat immédiat dans la vie des Roumains. » (Le quotidien *Adevarul*, 16 avril 2003). Les sondages d'opinion, à leur tour, offrent l'image de citoyens déçus par les mesures prises contre l'extension du phénomène et méfiants quant à l'obtention de résultats concrets dans ce domaine et le pouvoir de la loi ou des institutions qui la suivent.

Voilà donc que **le discours officiel et politique sur la corruption manque d'efficacité, n'est plus convaincant** et, comme les Baromètres d'opinion publique des dernières années le montrent, plus la confiance dans les institutions est réduite (et dans le cas du Gouvernement, du Parlement et de la Justice les sondages montrent des chiffres inquiétants dans ce sens), plus **la corruption est perçue comme étant plus grande**. En réfléchissant sur **la perception des hommes d'affaires et des analystes de ce phénomène**, la valeur de l'indice de perception de la corruption (IPC – calculé en 2002, pour 102 pays, par Transparency International, la plus grande organisation mondiale de lutte contre la corruption) situe la Roumanie très près de la limite qui décrit la corruption comme un phénomène dominant et reflète une accentuation de ce phénomène pendant les 5 dernières années.

L'étude *La surveillance régionale de la corruption*, mentionnée ci-dessus, montre que **presque 8 Roumains sur dix « perçoivent la corruption comme un instrument très efficace dans la solution des problèmes personnels »** ; ils estiment que, pour pouvoir résoudre un problème, il est « très probable » ou « plutôt probable » d'être obligé à donner de l'argent à un fonctionnaire (*La surveillance...*, p. 23).

Mais **quel rôle a eu la presse** dans ce contexte politique et social, particulièrement controversé du point de vue de l'efficacité dans la lutte contre la corruption ? Une étude réalisée en 1994 par les experts de l'Institut de Sociologie de l'Académie Roumaine sur la perception publique du phénomène de corruption en Roumanie a signalé que **les citoyens forment leur opinion sur ce phénomène en s'informant par les médias**, chose confirmée aussi par les enquêtes récentes (68% des Roumains, dans le dernier Baromètre d'opinion publique - juin 2003), et que « les auteurs des articles qui se réfèrent à des actes de corruption sont enclins à incriminer les personnes corrompues plutôt que les corrupteurs » (Radulescu coord. 1994, 218).

Une recherche de Agentia de Monitorizare a Presei (L'Agence de Contrôle de la Presse) sur 10 journaux centraux roumains (la semaine 30 janvier-5 février 2002) montre que le thème de la corruption est très fréquent : 60% des articles se sont occupés de ce phénomène, indiquant une forte implication de la presse dans le débat public sur le thème de la corruption.

On peut ainsi remarquer dans ces analyses **la perception d'une corruption généralisée au niveau de toute la société roumaine** et des différences assez importantes dans la manière dont les agents économiques, les autorités publiques et les citoyens communs perçoivent la corruption dans certains organismes d'Etat.

### **C. LES ACTEURS PRINCIPAUX**

Les acteurs, des participants confirmés ou des témoins (Goffman, 1987) dans le cadre des interactions verbales complexes qui sont à la base de la délimitation du discours public roumain sur la corruption, sont multiples. La différence faite par Debray (cf. Leclerc 1999, 16-17) entre le discours privé et le discours public met en évidence, comme caractéristique essentielle du discours public, le rapport aux relations de pouvoir et au système institutionnel, ce qui implique la communication par l'entremise de représentants mandatés et autorisés.

Gérard Leclerc signale **deux niveaux de distribution des énoncés dans une société**, d'après un **modèle politique** (fondé sur le pouvoir, la domination, la contrainte) et un **modèle économique** - de marché libre des messages (Leclerc 1999, 152). Dans cette perspective plus complexe sur le discours public, on peut identifier les acteurs impliqués dans des situations diverses de communication liées au thème de la corruption :

- a) **Les institutions publiques**, de représentation, judiciaires ou exécutives, centrales et locales, par leurs représentants nommés ou élus : tout le Gouvernement de la Roumanie, les organes d'enquête pénale (la Police), le Ministère Public, le Ministère de la Justice, la Garde Financière, la Cour de Comptes, le Département de contrôle du Premier Ministre, les différents organismes et commissions d'intérêt public qui ont comme objectif principal la lutte contre la corruption (le Parquet National Anticorruption, le Groupe Central d'Analyse et Coordination des Activités de Prévention de la Corruption, le Service Anticorruption dans le cadre du Parquet de la Cour suprême de justice, etc.), le Parlement, la Présidence, les partis politiques (parlementaires ou extraparlimentaires), etc.
- b) **Les institutions de presse** publiques et commerciales, nationales, régionales ou locales, la presse écrite et l'audiovisuel.
- c) **Des organismes internationaux**, des représentants officiels d'autres pays, la presse internationale.
- d) **La société civile**: l'opinion publique générale, les hommes d'affaires, les experts, les organisations non-gouvernementales.

Chacun de ces acteurs emploie des registres différents de communication; selon les propres perspectives d'aborder le phénomène de la corruption et le rôle qu'il assume. Mais pour communiquer efficacement, on a besoin d'une négociation permanente des sens entre les co-locuteurs, d'un ajustement des contenus et des formes de la communication de manière que son efficacité n'ait pas à souffrir à cause des différences dues à la subjectivité de ceux qui sont impliqués dans l'acte de communication.

**Pour caractériser le rôle et les messages transmis** par ces co-locuteurs dans la (re)présentation publique du phénomène de la corruption, nous considérons que **le choix du corpus nécessaire à la réalisation d'une analyse pertinente doit satisfaire ou mettre en évidence certaines conditions ou caractéristiques, en fonction de la source de messages**:

- **au cas des messages venant des institutions publiques** : *la représentativité et la légitimité de la personne qui émet un message concernant la corruption*, de la part ou en tant que part de l'institution respective, *le niveau de transparence organisationnelle* (la distinction des contraintes opérées par des dispositions internes ou des pressions externes – exercées, par exemple, par des influences économiques, politiques ou par les lois en vigueur), *la qualité des documents officiels publics* (les dimensions de leur domaine d'applicabilité, leur notoriété devant l'audience directement intéressée, leur degré d'interprétabilité/clarté/concision, leur efficacité au sens de la production de changements au niveau social, etc.), *l'initiation/la réactivité aux offres d'ouverture d'un débat public sur le thème de la corruption*. De même, au cas des institutions et des officiels étrangers, leur légitimation en tant que représentants du point de vue officiel des institutions/pays respectifs;
- **au cas des messages mass media** : *les sources* d'informations utilisées pour la médiatisation du phénomène de la corruption – les caractéristiques, le type (gouvernemental, document public, analystes, anonymes, etc.), le contexte de l'émission du message (interview, conférence de presse, communiqué, événement, entrevue officielle, etc.) et *le type d'information offert* par ces sources : primaire, secondaire, tertiaire, évaluatif, des recommandations, etc. (Ericson et al. 1991 cf. Hansen et al., 2000);
- **au cas des messages de la société civile** : les modalités, les compétences et l'efficacité sur lesquelles on fonde et on soutient *l'argumentation*, *les caractéristiques des actions de communication de ses représentants* (en termes de défensif / offensif, actif / passif, revendicatif / conformiste, opportun / inopportun, efficace / inefficace,

évaluatif / neutre, objectif / subjectif, voix individuelle / voix collective, etc.), *l'initiative de l'ouverture* / implication dans un débat public concernant ce thème.

#### **D. HYPOTHÈSES INITIALES DE TRAVAIL**

Nous pouvons formuler, en ce moment, quelques-unes **des hypothèses de travail** pour une analyse de séquences du discours public roumain des années 2000, sur le thème de la corruption :

##### **Hypothèses psycho-sociales :**

1. *Les différences de définition / interprétation du contenu du terme « corruption » par les divers acteurs font voir des représentations sociales différentes concernant ce phénomène.*
2. *Il y a une relation directe entre la manière de définir la corruption (au sens pragmatique, le référent choisi) et l'attitude envers ce phénomène.*

##### **Hypothèses pragmatiques :**

3. *On peut parler d'un discours public sur le thème de la corruption, car il s'agit de l'élaboration et la transmission d'énoncés qui présentent des caractéristiques essentielles du discours : c'est une organisation transphrastique, orientée en fonction d'un but, linéaire, interactive, contextualisée, c'est une forme d'action sur un autre et qui se trouve dans la responsabilité d'un sujet, elle est réglémentée par certaines normes (lois du discours) et pris dans un interdiscours (Maingueneau 2000, 38-43).*
4. *Ce discours présente, en plus, des marques des caractéristiques suivantes : interdiscursivité, poliphonie (Ducrot, Bakhtin), ouverture.*
5. *Les conditions de production de ce discours, son cadre institutionnel (Pecheux, 1969), les perceptions et les représentations sociales dominantes et surtout les référents sont différents pour chacun des co-émetteurs (Kerbrat-Orecchioni 1990) impliqués dans l'élaboration du discours concernant la corruption.*

*- Corollaire 1 – Ces différences produisent des perturbations dans la perception et l'interprétation des messages et mènent à la réduction des performances communicationnelles des co-locuteurs.*

*- Corollaire 2 – Il y a une relation directe entre ces différences et les fréquentes transgressions des lois du discours, qu'elles soient délibérées ou pas.*

*- Corollaire 2' – Ce sont précisément les normes qui confèrent sa transparence à ce discours – les maximes de quantité et de qualité (Grice), les lois liées à l'informativité, la sincérité et l'exhaustivité (Ducrot, Moeschler, Maingueneau) – qui sont le plus souvent délibérément transgressées dans le discours public officiel / administratif / politique sur la corruption.*

*- Corollaire 3 – Il y a pourtant un répertoire et un registre communs à tous les participants à ce discours qui, bien que restreint, pourrait être identifié et utilisé en tant que base pour l'ajustement des interprétations afin d'obtenir une efficacité communicationnelle supérieure.*

6. *Puisque la corruption est un problème controversé, parfois le discours public concernant ce phénomène prend la forme d'un échange de répliques / séquences discursives qui peuvent être soumises à une analyse conversationnelle, même si les co-locuteurs ne sont pas présents simultanément au moment de l'énonciation, ou s'ils assument spontanément ce rôle. (Exemple : offre – le discours de l'ambassadeur Michael Guest du 15 avril 2003 / satisfaction - Orbie Moore, le président de la Chambre de Commerce Américaine de Roumanie / refus de la part du premier ministre Nastase / refus de la part du président Iliescu / re-offre Guest / satisfaction le chef de la Délégation de la Commission Européenne en Roumanie, Jonathan Steele / satisfaction Iliescu / refus Nastase, etc.).*

##### **Hypothèses sociologiques :**

7. *Les grandes catégories de thèmes qui ont dominé le discours public concernant la corruption en Roumanie durant ces dernières années sont : la localisation de la corruption (l'identification de cas de corruption), la perception du phénomène de la corruption (la définition, les types, les indices de perception de l'ampleur, les sources de la perception, etc.), les causes de la corruption (facteurs qui la favorisent, mesures pour la combattre), les effets de la corruption (au niveau micro- et macrosocial, sur l'intégration), la lutte contre la corruption – (son efficacité et ses instruments).*

8. *Une analyse des produits médiatiques peut mettre en évidence l'importance du thème de la corruption dans le débat public, ainsi que la mesure où les agendas des mass media, de la politique et de la société civile se superposent en ce qui concerne ce thème.*

#### **E. LA MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE.**

##### **DES DOCUMENTS QUI PEUVENT ÊTRE À LA BASE DE LA CONSTITUTION DU CORPUS.**

Pour mettre en évidence ces aspects, nous considérons qu'on peut envisager **un complexe de méthodes de recherche** qui couvre, au moins au niveau qualitatif sinon à celui quantitatif également, la problématique de l'approche du phénomène de corruption dans le discours public roumain, dans diverses perspectives offertes par les acteurs impliqués, mais aussi par les situations de communication où ce discours a été élaboré.

A cette fin, **l'approche comparative** nous semble mieux faire voir les points de divergence et de convergence communicationnelle. Ainsi on peut mettre en évidence : le répertoire des termes communs concernant la corruption, les thèmes communs abordés par chaque acteur, l'importance accordée à chaque thème et la mesure où les agendas (politique, des mass media, de l'opinion publique) se superposent, la manière de structurer le discours public sur la corruption, articulé dans certaines situations de communication, les compétences discursives des participants, l'observation / la transgression des lois constitutives.

Nous proposons, dans ce qui suit, **une classification de quelques méthodes et techniques de recherche de la corruption, en fonction de la source et du type des documents qui vont être analysés**, avec une particulière attention accordée aux documents écrits (d'approche plus aisée), ceux on-line y compris.

Enonciateur/ acteur	Indicateurs	Type d'analyse	Genre de documents/dispositifs à la base du corpus/population visée
<b>L'opinion publique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La perception du phénomène de la corruption</li> <li>- Définitions de la corruption; délimitations conceptuelles</li> <li>- Attitudes face à la corruption</li> <li>- Types d'actes de corruption</li> <li>- Valorisation sociale de la corruption- acceptabilité</li> <li>- Les attentes sur la corruption</li> <li>- La structure du discours de l'opinion publique sur la corruption</li> <li>- Relations, interactions entre participants au discours</li> <li>- L'observation/ la non observation des lois du discours</li> <li>- Genres discursifs utilisés/préférés pour le thème de la corruption</li> </ul>	<p>Analyse de contenu Unité d'enregistrement = le thème Unité d'enregistrement = le mot Unité d'enregistrement = l'indice de la corruption (SMC) L'index permuté, l'analyse des énonces évaluatifs</p> <p>L'analyse psychosociale, sociologique, pragmatolinguistique: termes-clé, répertoire utilisé, le noyau de la représentation, stéréotypes, relations, interactions</p> <p>Analyse de contenu, l'analyse des énonces évaluatifs; unité d'enregistrement = le thème Analyse pragmatique L'index permuté</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. sondages d'opinion</li> <li>2. enquêtes de type panel; l'utilisation du Système d' Indices de la Corruption (SMC)</li> <li>3. recherches psychosociales antérieures sur les perceptions, représentations sociales, stéréotypes sur la corruption</li> <li>4. enquêtes d'opinion</li> <li>5. forums, groups de discussion sur Internet, FAQ</li> <li>6. les lettres des lecteurs – dans les journaux</li> </ol>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- définitions de la corruption/concepts</li> <li>- les formes et les pratiques de la corruption</li> <li>- l'extension du phénomène – messages officiels</li> <li>- transparence</li> </ul>	<p>Analyse de contenu problématique- Unité d'enregistrement = le thème - termes clé - Unité d'enregistrement = le mot - événements spéciaux – conférences de presse, conférences scientifiques/politiques, débats publics, campagnes publiques</p> <p>- les personnages = unité d'enregistrement l'analyse des énonces évaluatifs, l'index permuté Analyses statistiques</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>7. réglementations au niveau national (lois civiles et pénales) pour reconnaître/ prévenir/ intervenir/sanctionner les actes de corruption</li> <li>8. documents officiels publics émis par les institutions qui mènent des activités destinées à prévenir/combattre la corruption (rapports, matériaux informatifs, enquêtes, analyses, presse releases)</li> </ol>
<b>Les institutions publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- définitions du phénomène, délimitations / opéralisations des concepts</li> <li>- attitudes face a la corruption</li> <li>- arguments utilises dans le discours sur la lutte contre la corruption</li> <li>- initiatives d'ouverture du débat public sur ce thème</li> <li>- l'observation/ la non observation des lois du discours</li> <li>- compétence/performance communicationnelle ou discursive</li> <li>- inter discursivité, stratégies discursives, relations avec les co-locuteurs/ avec le public</li> </ul>	<p>Analyse du discours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pragmatique</li> <li>- conversationnelle</li> <li>- rhétorique</li> <li>- termes clé</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>9. les discours contextualisés des l'institutions publiques (les événements publics importants) et reflétés par les médias</li> <li>10. communiqués de presse</li> <li>11. déclarations publiques</li> </ol>



Enonciateur/ acteur	Indicateurs	Type d'analyse	Genre de documents/dispositifs à la base du corpus/population visée
<b>La société civile</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- délimitations conceptuelles du terme "corruption"</li> <li>- description de la structure de la représentation sociale du phénomène de la corruption</li> </ul>	Focus-group, sondage d'opinion – utilisation de la technique projective d'association, échelles d'attitudes, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>12. les hommes d'affaires</li> <li>13. leaders d'opinion, représentants des organisations non gouvernementales</li> <li>14. experts préoccupés du phénomène de la corruption</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Thèmes privilégiés, personnages principaux</li> <li>– Le contexte du discours (co-locuteur, cadre, but)</li> <li>– Stratégies et pratiques discursives spécifiques</li> <li>– les lois du discours qui sont respectées, compétence discursive</li> <li>– initiatives d'ouverture du débat public – conférences de presse, campagnes publiques, manifestations de protestation</li> </ul>	<p>Analyse de contenu Unité d'enregistrement= le thème, le personnage</p> <p>Analyse du discours</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>15. Communiqués de presse de la part des organisations non gouvernementales, déclarations publiques.</li> <li>16. Analyses / études</li> <li>17. Des événements spéciaux</li> <li>18. Déclarations publiques faites par les hommes d'affaires ou leurs représentants.</li> </ul>
<b>Les medias</b>	<p>Délimitations conceptuelles du terme "Corruption"</p> <p>description de la structure de la représentation sociale du phénomène de la corruption au niveau des formateurs/leaders d'opinion</p>	Focus group, sondage d'opinion – utilisation de la technique projective d'association, échelles d'attitudes, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>19. Journalistes qui ont écrit des éditoriaux ou des articles ou commentaires sur la corruption, spécialistes de la communication</li> <li>20. Les Portes Paroles, responsables des relations avec les medias, des institutions publiques.</li> </ul>
	<p>Comment les medias reflètent-ils la corruption – du point de vue quantitatif (en la rapportant à d'autres thèmes, les types retenus et la fréquence de sujets de presse liés à la corruption etc.), du point de vue qualitatif (style, évaluation positive/négative, etc.)</p> <p>Les sources utilisées/citées dans les articles liées au thème de la corruption (type et contexte de la source, type d'information émis)</p> <p>Initiatives d'ouverture du débat public sur ce thème</p> <p>Genres de discours privilégiés, stratégies et pratiques discursives utilisées par les medias pour refléter le phénomène de la corruption</p>	<p>Analyse de contenu Unité d'enregistrement = thème - évaluation: attitude positive/ négative/ neutre/ ambiguë Unité d'enregistrement = le personnage</p> <p>Analyse du discours</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>21. Les articles (sur la corruption) signés par les journalistes sélectionnés pour le sondage – nombre d'articles, problématique/thème, sources utilisées.</li> <li>22. Emissions, débats radio-TV</li> <li>23. Analyse de la presse – contrôle de la presse</li> </ul>

Il convient de faire ici quelques *mentions et commentaires* sur **la constitution du corpus** d'une telle recherche, particulièrement complexe :

1. Pour mettre en évidence les contrastes entre le discours officiel, celui de la presse et celui de la société civile, le corpus sera constitué de sorte que les discours articulés soient représentés sous ces trois **dimensions**:
  - **institutionnalisation** – extraits de documents officiels, imposés / considérés (acceptés) comme généralement valables (pour une certaine période) : des lois, des documents officiels de type normatif, des mises sous contrôle, des rapports, des enquêtes d'opinion, qui se prêtent surtout à des analyses de contenu, dans le but d'extraire des informations.
  - **contextualisation** – extraits de documents parus / élaborés / publiés en relation avec certains événements liés au phénomène (se reporter à l'annexe 1), qui se prêtent beaucoup mieux à une analyse de discours, qui puisse mettre en évidence la structure des énoncés, « en la rapportant à ses conditions de production » (*Grand Larousse Universel*, cf. Bonville 2000, 29).
  - **représentativité** – extraits de documents qui ont comme source chaque participant à la situation de communication analysée ou tous les co-émetteurs / co-locuteurs du discours public sur la corruption en Roumanie, s'il est analysé globalement, durant une certaine période, ou comparativement, durant plusieurs séquences temporelles.
2. **L'échantillonnage avec une référence multiple** dans la constitution du corpus nous semble être ici une solution, si elle se rapporte à des variables telles : les auteurs des documents, la répartition dans le temps, le contenu à proprement parler, le type de référence à la corruption (primaire, secondaire, etc.), l'événement déclencheur ou de référence, l'offre / satisfaction conversationnelle, etc. Pour réaliser l'analyse du discours, les documents expressifs publics (Vlasceanu 1986, 181) seront privilégiés, tandis que les documents officiels (rapports, lois, etc.) se prêtent mieux à une analyse de contenu, eu égard aux caractéristiques du discours de type officiel.

Chaque acteur véhicule donc ses propres représentations sur la corruption, ses propres significations, mais, en même temps, des inter-relations complexes s'établissent « entre les messages institutionnels, les idéologies, les productions sociales d'un certain ordre culturel et les constructions spécifiques d'une intériorité et d'une certaine vie affective. Quand il parle de sa situation, le sujet l'inscrit dans une représentation collective et, en même temps, l'implique dans l'imaginaire; le discours sur la société symbolise parfois un rapport avec soi-même. » (Giust-Desprairies 1995, 217).

## **Bibliografie:**

- Beciu, Camelia – *Politica discursiva. Practici politice intr-o campanie electorala*, Iasi, Polirom, 2000
- Bonville, Jean de – *L'analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*, Paris, De Boeck Université, 2000
- Giust-Desprairies, Florence – *Subiectul in reprezentarea sociala*, dans Adrian Neculau coord., *Psihologia cimpului social: reprezentarile sociale*, Bucuresti, Societatea Stiinta si Tehnica, 1995, pp. 205-224
- Hansen, Anders et al. – *Mass Communication Research Methods*, London, MacMillian Press, 1998
- Leclerc, Gérard – *La Société de communication*, Paris, PUF, 1999
- Maingueneau, Dominique – *Analyser les textes de communication*, Paris, Nathan/HER, 2000

Radulescu et al. coord- *Raport privind perceptia publica a fenomenului de coruptie in Romania*, Bucuresti, Academia Romana, Institutul de Sociologie, 1994

Vlasceanu, Lazar – *Metodologia cercetarii sociale*, Bucuresti, Editura Stiintifica si Enciclopedica, 1986

*Adevarul*, nr. 3982, 16 aprilie 2003, p. 1

*Capital*, 3 ianuarie 2002, p. 2

*Monitorizarea regionala a coruptiei- Indicii coruptiei, 2001-2002 (La surveillance régionale de la corruption – les indices de la corruption 2001-2002)* - The Gallup Organization Romania, 17.05.2002

– [http://www.gallup.ro/romana/poll\\_ro/releases\\_ro/pr020517\\_ro/pr020517\\_ro.htm](http://www.gallup.ro/romana/poll_ro/releases_ro/pr020517_ro/pr020517_ro.htm), (version en roumain)

– <http://www.gallup.ro/english/poll/releases/pr020517/pr020517.htm#DP> (version en anglais)

*Ghidul anticoruptie (Le guide anticorruption)* – [http://www.freeex.org/antico/ghidul\\_anticoruptie.doc](http://www.freeex.org/antico/ghidul_anticoruptie.doc) (version en roumain)

*Global Corruption Report 2003* (Transparency International) - <http://www.transparency.ro/press%20release--Global%20Corruption%20Report%202002.htm> (version en anglais)

*Diagnostic Surveys of Corruption in Romania. Analysis prepared by the World Bank at the request of the Government of Romania* - RomRep80 FINAL A4.doc, 3/09/01 -

[http://abuzuri.hypermart.net/studii/diagnostic\\_surveys\\_of\\_corruption.htm](http://abuzuri.hypermart.net/studii/diagnostic_surveys_of_corruption.htm) (version en anglais)

*Agentia de monitorizare a presei ( l'Agence de Surveillance de la Presse)*

*Barometrul de opinie publica (Le Baromètre d'opinion publique)* – FSD, octombrie 2002, iunie 2003 (octobre 2002, juin 2003) – sur le site [www.osf.ro](http://www.osf.ro) , (version en roumain et anglais)

*Raportul Global asupra Coruptiei 2002 ( Corruption Perception Index 2002)* -. Transparency International, - <http://www.transparency.ro/comunicat%20de%20presa--raportul%20global%20asupra%20coruptiei.htm>

*Programul national de prevenire a coruptiei. Planul national de actiune impotriva coruptiei 2001-2004, (Le Plan National pour la prevention de la corruption. Le plan national d'action contre la corruption 2001-2004)* - [http://europe.org.ro/euroatlantic\\_club/eac.htm](http://europe.org.ro/euroatlantic_club/eac.htm) (version en roumain)

Voir également :

<http://www.gov.ro/franceza/legaturi/cautare.php?pag=1&cauta=corruption>, [www.adevarulonline.ro](http://www.adevarulonline.ro), [www.ziua.net](http://www.ziua.net) , [www.capital.ro](http://www.capital.ro), <http://abuzuri.hypermart.net>, [www.transparency.org.ro](http://www.transparency.org.ro) .